

INCIDENCES DU COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE SUR L'ASSISE FINANCIÈRE ET MATÉRIELLE DES ENTREPRISES DE L'ESPACE UEMOA

GRAAD Think Tank;

Nawin-Vuru Diane Ruth Hien, Martin Sawadogo, Gountiéni D.
Lankoandé;

© 2021, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/Subvention du CRDI: 108761-001-Regional integration, improving women's economic situation, and transformation of gender relations in West Africa



Incidences du commerce intracommunautaire sur l'assise financière et matérielle des entreprises de l'espace UEMOA

MESSAGES CLES

- La participation au commerce intracommunautaire (CIC) améliore l'aisance financière et matérielle des entreprises de l'espace UEMOA.

■ Dépôt Import-Export | @GRAAD Burkina

Les Notes politiques Genre sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier de ses principaux partenaires comme le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada). Ces notes ont pour but de fournir des analyses de haute qualité et de recommandations pratiques destinées aux décideurs pour des politiques plus inclusives. Accédez librement et gratuitement à toutes ces notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina www.graadburkina.org

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spécifiques et ont pour but de stimuler la discussion et la prise de conscience sur la situation de la femme africaine et de corriger les inégalités qui persistent en raison des traditions.

Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions ici exprimées.



■ Dépôt Import-Export
©GRAAD Burkina

Contexte

L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est l'un des exemples les plus aboutis en matière d'intégration économique en Afrique. En effet, la part du commerce intracommunautaire de biens de l'UEMOA est passée d'environ 14% en 2005 à près de 17,5% en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 0,3%. Le CIC offre de nombreux avantages à tous les acteurs qui y participent, particulièrement aux entreprises en leur permettant d'accéder à des technologies qui sont essentielles pour améliorer leur productivité, leur compétitivité tout en leur permettant d'accéder à des débouchés supplémentaires. Des travaux empiriques ont montré que l'ouverture commerciale a un effet positif sur les capacités commerciales des entreprises, leur situation financière et leur dotation en matériel (Banerjee et Veeramani, 2015 ; Yahmed, 2010 ; Hayashikawa, 2008). Cette recherche a tenté de saisir la portée de ce résultat dans le contexte de l'UEMOA. Peu de travaux ont traité de l'incidence du CIC sur les acteurs au niveau microéconomique ; l'objet de cette recherche est de contribuer à enrichir cette analyse.

L'analyse

L'objectif de cette recherche est d'analyser les inégalités de salaires qui existent entre les hommes et les femmes dans les entreprises de l'espace UEMOA. Les données utilisées proviennent d'une enquête réalisée en 2019-2020 dans cinq (5) pays : Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Mali et Burkina Faso. Ces données ont été collectées auprès de 296 entreprises de production et de commercialisation de biens et de 1 686 employés. L'enquête a été réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA » financé par le Centre de Recherches et de Développement International (CRDI Canada).

Résultats

Les entreprises qui participent au CIC enregistrent un chiffre d'affaires et une marge brute par employé.e relativement plus importants que celles qui n'y participent pas

L'aisance financière de l'entreprise est appréhendée à travers trois indicateurs dont le chiffre d'affaires, l'accès au crédit et la marge brute par employé.e. Selon les données du tableau 1 ci-dessous, en 2018, en moyenne chaque entreprise a enregistré un chiffre d'affaires de 1,04 milliards de FCFA (USD 1,9 millions).

Tableau 1 : Assise financière des entreprises enquêtées selon leur position par rapport au CIC

Critères de recrutement	Participation au CIC		Ensemble
	Oui	Non	
Chiffre d'affaires de 2018 (milliards FCFA)	1,48	0,136	1,04
Marge brute par employé(e) (millions FCFA)	24,9	3,3	17,8
Demande de crédit (nombre)	1,4	0,9	1,2
Demande de crédit (%)	53,4	44,2	50,5

■ Source des tableaux et graphiques : GRAAD
Burkina – Enquête InterGenre-UEMOA, 2019-2020
©GRAAD Burkina

Les entreprises qui participent au CIC ont réalisé en moyenne un chiffre d'affaires annuel (1,48 milliards de FCFA, soit USD 2,7 millions) 11 fois plus élevé que celles qui n'y participent pas (0,136 milliards de FCFA, soit USD 0,24 millions).

Par ailleurs, la marge brute moyenne des entreprises qui participent au CIC (24,9 millions, soit USD 45,3 millions) est 7 fois supérieure à celle des entreprises qui n'y participent pas (3,3 millions de FCFA, soit USD 6,0 millions).

La supériorité des entreprises qui participent au CIC sur celles qui n'y participent pas en termes de performance financière est liée au fait que l'ouverture commerciale offre aux entreprises qui y participent des débouchés supplémentaires, et permet aussi d'attirer des investissements étrangers. Il constitue aussi, un canal de transferts de nouvelles technologies. Cet avantage dont bénéficient les entreprises qui participent au CIC leur permet d'améliorer leur productivité et compétitivité et donc leurs résultats financiers.

Les entreprises qui participent au CIC ont plus de facilités d'accès au crédit que celles qui n'y participent pas

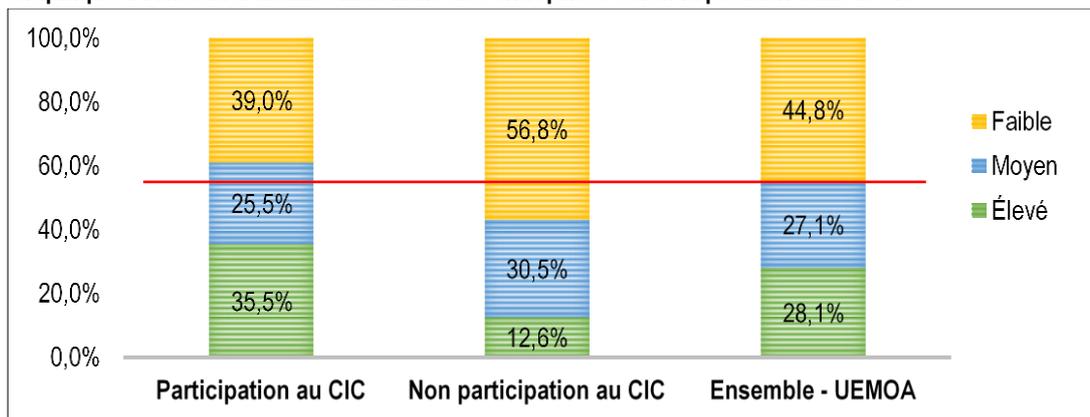
D'un côté, les entreprises qui participent au CIC ont un avantage à demander plus de crédit comparativement à celles qui n'y participent pas. Selon les données du tableau 1, plus de la moitié (53,4%)

des entreprises qui participent au CIC ont demandé du crédit contre 44,2% pour les entreprises qui n'y participent pas. Cette différence en termes d'accès au crédit s'explique en partie par le fait que dans le processus d'octroi des crédits par le système financier formel, les garanties et les résultats financiers de l'entreprise sont des composantes clés du dossier de demande de crédit. Or, il ressort des analyses que les entreprises qui participent aux CIC ont des résultats financiers et des garanties largement plus importants que celles qui n'y participent pas. En 2018, les entreprises qui participent au CIC ont demandé en moyenne 1,4 fois de crédit contre moins d'une fois pour les entreprises qui n'y participent pas.

Les entreprises qui participent au CIC ont une assise matérielle relativement plus importante que celles qui n'y participent pas

Pour analyser l'incidence du CIC sur l'aisance matérielle des entreprises, un indicateur composite qui permet d'avoir une idée globale du niveau d'équipement de l'entreprise et les conditions dans lesquelles travaillent les employé.e.s de l'entreprise a été calculé. L'indicateur ainsi calculé permet d'avoir trois niveaux d'aisance matériel : faible, moyen et élevé. L'analyse du graphique 1 ci-dessous montre que les entreprises qui participent au CIC ont un niveau d'aisance matérielle relativement plus

Graphique 1 : Niveau d'aisance matérielle des entreprises selon la position dans le CIC



important que celles qui n'évoluent pas dans ce type de commerce. Dans l'ensemble, 61% des entreprises qui participent au CIC ont un niveau d'aisance matérielle moyen ou élevé, contre 43,1% pour les entreprises qui n'y participent pas. Ainsi, au sein des entreprises qui participent au CIC, la proportion des entreprises de faible niveau d'aisance matérielle vaut 39%, contre 56,8% pour celles qui ne participent pas au CIC.

Implications de politiques

Cette recherche a montré que le CIC contribue à l'amélioration des assises financière et matérielle des entreprises de l'espace UEMOA. Cela s'explique en partie par le fait que le CIC constitue un moyen d'accroissement de débouchés, de transfert/acquisition de nouvelles technologies/organisations plus efficaces pouvant améliorer l'assise financière de ces entreprises.

Pour améliorer la performance des entreprises (résultats financiers, assise matérielle), afin de leur permettre de se développer et de renforcer leur compétitivité, les résultats de la recherche impliquent d' :

Approfondir davantage l'intégration en facilitant davantage la libre circulation des personnes et des biens ;

Mettre en place un programme de financement ou de facilitation d'accès au crédit aux entreprises, et spécifiquement pour les entrepreneures féminines, structurer et/ou renforcer les capacités des organisations de financement auxquelles elles adhèrent plus ;

Mettre en place (par l'UEMOA) un programme d'appui aux jeunes entreprises orientées et spécialisées dans l'échange intra-communautaire qui seraient également source d'emploi ;

Mettre en place des appuis spécifiques par les pays aux entreprises orientées dans le commerce avec les pays de l'Union.

En définitive, la participation au CIC améliore certes l'assise financière et matérielle des entreprises, mais ces avantages seraient encore plus bénéfiques s'ils provoquent une incidence susceptible de faire profiter aux acteurs et actrices engagés dans le secteur. Il serait alors intéressant de s'interroger sur l'incidence du CIC sur les inégalités de salaires et d'emplois au sein des entreprises de l'espace UEMOA, question qui est traitée dans une note politique tirée de la présente recherche.

Références

- Banerjee, P., & Veeramani, C. (2015). Trade Liberalisation and Women's Employment Intensity: Analysis of India's Manufacturing Industries. *Indira Gandhi Institute of Development Research, Working paper, No. 018.*
- BBC-NEWS. (2021). *Zone de libre échange africaine : qu'est ce qui va changer ? BBC.*
- GRAAD-Burkina. (2020). *Commerce intracommunautaire, autonomisation de la femme et relation de genre dans l'espace UEMOA.* Ouagadougou: GRAAD Burkina.
- Hayashikawa, M. (2008). *Vaincre la pauvreté grâce au commerce : quel rôle pour l'aide pour le commerce ?* Paris: OCDE.
- Yahmed, S. B. (2010). *Gender Wage discrimination and Trade Openness.* GREQAM and Université de la Méditerranée.

Auteurs

Nawin-Vuru Diane Ruth Hien, Martin Sawadogo, Gountiéni D. Lankoandé

Remerciements

Personnel du GRAAD Think Tank

Appui financier

